

## Préface

Les deux principaux traits de l'année 2010 que nous retiendrons sont, d'une part, que cette année aura été celle du transfert massif de la dette privée bancaire vers la dette publique dans presque tous les pays européens ; et d'autre part que, dans le prolongement de ce transfert, les gouvernements de la plupart des États membres se sont lancés dans des programmes de rigueur et d'austérité à caractère quasi punitifs à l'égard des travailleurs du secteur public comme du secteur privé, mais aussi à l'égard des allocataires sociaux : chômeurs, pensionnés, etc.

Ces deux traits montrent à quel point nous sommes loin de la lueur d'espoir qui animait les progressistes au plus fort de la crise économique et financière en 2008-2009 : l'on pouvait penser que cette crise ouvrirait de nouveaux débats sur une gouvernance économique renouvelée, plus juste, mettant la finance au service de l'économie réelle, elle-même encadrée dans un projet politique commun, et favorisant davantage le travail et la cohésion que la spéculation et la cupidité.

Or la nouvelle gouvernance économique, telle qu'elle se dessine au début de l'année 2011, prend surtout la forme d'un renforcement des règles budgétaires et des sanctions en cas de non-respect de celles-ci. Si des règles sont bien sûr nécessaires, encore faudrait-il qu'elles soient au service d'un projet politique. Et de ce point de vue, l'Union européenne donne l'impression de ne pas avoir de stratégie coordonnée de développement socioéconomique : la consolidation budgétaire, la croissance économique, la compétitivité sont devenues ses « nouveaux » mantras. Même sa stratégie politique à moyen terme « Europe 2020 » fait avant tout la part belle à l'encadrement des politiques budgétaires nationales.

Les enjeux sont pourtant, on le sait, infiniment plus larges. Pour n'en citer que trois, il y a la nécessité d'adapter notre modèle productif à la lutte contre le changement climatique ; il y a la nécessité de recadrer et stabiliser l'industrie bancaire et financière, y compris en la faisant participer au financement des coûts d'une crise qu'elle a générée ; il y a

enfin la nécessité de consolider le modèle social européen qui a montré, au plus fort de la crise, toute son utilité, mais que d'aucuns veulent aujourd'hui affaiblir au nom de la compétitivité.

C'est donc à la recherche d'un nouveau modèle de développement que l'Union européenne devrait s'atteler, un modèle qui mette fin à la folle accumulation et concentration du capital, recrée de la cohésion et de la justice sociale, et fasse entrer la société dans une autre approche de la prospérité économique.

C'est dans cette perspective que l'Institut syndical européen s'est à nouveau associé à l'Observatoire social européen afin de réaliser ce Bilan social de l'UE 2010, dans l'espoir que les analyses qu'il contient viennent alimenter les réflexions sur l'avenir du modèle européen auprès d'un large public.

Maria Jepsen, Philippe Pochet, David Natali, Christophe Degryse